



Association CLUB LEO LAGRANGE

**Siège social : 10, avenue de la république
52100 SAINT-DIZIER**

**Association régie par la loi du 1er juillet 1901
SIRET : 788 057 545**

Exercice clos le 30 juin 2023



RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Association CLUB LEO LAGRANGE

Siège social : 10, avenue de la république
52100 SAINT-DIZIER

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
SIRET : 788 057 545

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 juin 2023

Aux membres,

I. OPINION AVEC RESERVE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CLUB LEO LAGRANGE relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVES

La prime de partage de la valeur de 4 500 € décidée par le conseil d'administration le 8 janvier 2024 a été rattachée à tort à l'exercice 2022/2023.

Les provisions suivantes inscrites dans les comptes au 30 juin 2023 ne sont pas conformes à la définition des provisions selon le règlement CRC n° 2000-06 et devraient faire l'objet d'une reprise :

- Provision pour pérennisation de l'emploi pour un montant de 114 097 €,
- Provision pour travaux pour un montant de 30 000 €,

Soit un total de 144 097 €,

ce qui porterait le résultat de l'exercice à 157 240 € et majorerait d'autant les fonds propres qui s'élèveraient ainsi à 294 442 €.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er juillet 2022 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

À l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 23 janvier 2024

FCN
Commissaire aux comptes



Jeremy Pierre
Commissaire aux comptes

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✧ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✧ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✧ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✧ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

CLUB DE LOISIRS LEO LAGRANGE

Etats de synthèse au 30/06/2023

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/06/23	Net au 30/06/22
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage	16 174	16 174		
Autres immobilisations corporelles	71 461	70 309	1 152	1 541
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15		15	15
ACTIF IMMOBILISE	87 650	86 484	1 167	1 556
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	3 352		3 352	2 300
Autres créances	62 279		62 279	60 166
Divers				
Disponibilités	283 683		283 683	253 859
Charges constatées d'avance	1 010		1 010	995
ACTIF CIRCULANT	350 324		350 324	317 320
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	437 975	86 484	351 491	318 876



Page n°1

CABINET / Dossier n°05064

Bilan passif

CLUB DE LOISIRS LEO LA GRANGE

Etats de synthèse au 30/06/2023

	Net au 30/06/23	Net au 30/06/22
PASSIF		
Report à nouveau	137 202	129 056
RESULTAT DE L'EXERCICE	4 143	8 146
FONDS PROPRES	141 345	137 202
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour charges	157 002	135 325
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	157 002	135 325
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 218	16 748
Dettes fiscales et sociales	25 463	24 689
Produits constatés d'avance	5 463	4 912
DETTES	53 143	46 349
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	351 491	318 876



Page n°2

CABINET / Dossier n°05064

Compte de résultat

CLUB DE LOISIRS LEO LAGRANGE

Date de synthèse au 30/06/2023

	du 01/07/22 au 30/06/23 12 mois	%	du 01/07/21 au 30/06/22 12 mois	%	Simple : Variation en valeur	%
Production vendue	86 800	32,24	73 165	29,17	13 635	18,64
Subventions d'exploitation	166 289	61,77	164 159	65,45	2 130	1,30
Reprises et Transferts de charge	6 894	2,56	8 367	3,34	-1 473	-17,60
Cotisations	16 109	5,98	13 499	5,38	2 610	19,33
Autres produits	8		48	0,02	-39	-82,83
Produits d'exploitation	276 100	102,56	259 237	103,35	16 863	6,50
Achats de matières premières	-30	-0,01			-30	
Autres achats non stockés et charges ext	102 559	38,10	92 017	36,69	10 542	11,46
Impôts et taxes	2 387	0,89	2 816	1,12	-429	-15,24
Salaires et Traitements	118 988	44,20	118 886	47,40	102	0,09
Charges sociales	25 787	9,58	18 734	7,47	7 053	37,65
Amortissements et provisions	22 067	8,20	17 041	6,79	5 026	29,49
Autres charges	1 703	0,63	3 372	1,34	-1 669	-49,50
Charges d'exploitation	273 461	101,58	252 865	100,81	20 596	8,14
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 639	0,98	6 372	2,54	-3 733	-58,58
Produits financiers	1 448	0,54	503	0,20	945	187,75
Résultat financier	1 448	0,54	503	0,20	945	187,75
RESULTAT COURANT	4 087	1,52	6 875	2,74	-2 788	-40,55
Produits exceptionnels	56	0,02	1 271	0,51	-1 215	-95,59
Résultat exceptionnel	56	0,02	1 271	0,51	-1 215	-95,59
EXCEDENT OU DEFICIT	4 143	1,54	8 146	3,25	-4 003	-49,14
Contribution volontaires en nature						
Bénévolat	66 019		55 581		10 438	18,78
Prestations en nature	31 265				31 265	
Total des produits	97 284		55 581		41 703	75,03
Mise à disposition gratuite	31 265				31 265	
Personnel bénévole	66 019		55 581		10 438	18,78
Total des charges	97 284		55 581		41 703	75,03



Page n°1

CABINET COLSON / Dossier n°05064

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : ASS CLUB DE LOISIRS LEO LAGRANGE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2023, dont le total est de 351 491 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 4 143 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2022 au 30/06/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 01/01/1900 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

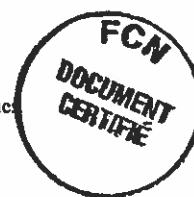
Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.



Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'Association exerce son activité dans des locaux mis à disposition gratuitement par la Ville de SAINT-DIZIER.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 174			16 174
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 107			10 107
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	61 354			61 354
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	87 635			87 635
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	15			15
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	15			15
ACTIF IMMOBILISE	87 650			87 650



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions				
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice				
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				



Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 174			16 174
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 107			10 107
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	59 813	389		60 202
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	86 094	389		86 484
ACTIF IMMOBILISE	86 094	389		86 484

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 66 641 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 352	3 352	
Autres	62 279	62 279	
Capital souscrit – appelé, non versé	1 010	1 010	
Charges constatées d'avance			
Total	66 641	66 641	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

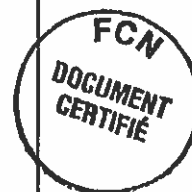
	Montant
PRODUITS À RECEVOIR	62 139
Total	62 139

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	135 325	21 678			157 002
Total	135 325	21 678			157 002
<i>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</i>					
Exploitation		21 678			
Financières					
Exceptionnelles					



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 53 143 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 218	22 218		
Dettes fiscales et sociales	25 463	25 463		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	5 463	5 463		
Total	53 143	53 143		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	14 541
DETTE PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	11 568
PERSONNEL – AUTRES CHARGES À PAYER	4 500
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	3 162
Total	33 772

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	1 010		
Total	1 010		

Produits constatés d'avance



	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	5 463		
Total	5 463		

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Association CLUB LEO LAGRANGE

Siège social : 10, avenue de la république
52100 SAINT-DIZIER

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

SIRET : 788 057 545

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Réunion de l'Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos au 30 juin 2023**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention de prestations de services avec Isabelle DELAUNOY

Personne concernée : Isabelle DELAUNOY, Vice-Présidente de l'association

Isabelle DELAUNOY facture au Club Léo Lagrange des prestations au titre des cours de danse de jazz et de step gym qu'elle dispense au sein de l'association ; ces prestations correspondent à 89 % des recettes encaissées par l'association pour ces activités, soit un montant de 36 432 €.

Convention avec l'association « Ensemble pour jouer »

Personne concernée : Alain TAMISIER, Président du Club Léo Lagrange et Président de l'association Ensemble pour jouer.

Des opérations d'animation de quartier sont réalisées conjointement avec l'association Ensemble pour jouer. Cette dernière a refacturé à votre association des prestations à hauteur de 810 € au titre de l'exercice.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 23 janvier 2024

FCN

Commissaire aux comptes



Jérémy Pierre

Commissaire aux comptes

Jérémy PIERRE

Associé